

**ON A LES UTOPIES
QU'ON MÉRITE**

**LE REVENU
GARANTI**

J'ai tout de la militante écolo-alternative. Des jeunes écolos de Chiche! jusqu'à la revue *L'An 02*, en passant par la fondation d'un collectif Véloration, l'animation d'un groupe décroissance ou la rédaction d'une brochure «Perdre sa vie à la gagner», mon enthousiasme pour le revenu garanti n'aurait pas dû cesser de croître en quinze ans de militantisme.

Raté. Je suis au chômage depuis plus de dix ans et, considérant cette expérience et les exclusions qui l'accompagnent, cette bonne idée m'apparaît désormais comme une mesure qui conforterait le productivisme ambiant, la perte d'autonomie, les inégalités socio-économiques, culturelles et de genre et serait un recours bien insuffisant devant les désastres que provoque l'organisation du travail (et du chômage!).

J'explique en quatre temps mes inquiétudes au sujet de ces différentes dimensions.

PREMIER TEMPS

Le revenu garanti est une revendication portée avec de nombreuses variations (revenu de base, revenu d'autonomie, dotation inconditionnelle d'autonomie, etc.) mais on peut dégager trois éléments invariables : il est assez généreux (en argent ou en nature) pour donner accès à une vie matérielle décente ; il est accordé à tou-te-s et sans condition.

Si vous souhaitez lire un texte qui flatte votre conviction que c'est une panacée, un texte plus ancien rend compte de mes efforts entre 1999 et 2006 pour la promouvoir (1). C'est joyeux, très alter, vous y dégusterez l'enthousiasme de jeunes gens avec de grandes certitudes. Si au contraire vous acceptez de soumettre vos convictions à l'examen que je propose et d'examiner sans complaisance la mesure, en posant sur elle un regard anti-productiviste, anarchiste et féministe, c'est ici.

LE REVENU GARANTI, UNE MESURE PRODUCTIVISTE ?

C'est après-guerre que se popularise en France le concept de productivité. Les impératifs de la reconstruction puis les sirènes de la société de consommation font de

la quantité de biens ou de services produits dans un temps donné une question centrale. Les méthodes américaines permettent de produire plus en moins de temps et avec moins de ressources ? Cadres et ingénieurs partent aux USA découvrir ces méthodes pour les adapter à la France en pestant contre nos dix ans de retard (2).

Aujourd'hui la France est le pays de l'OCDE qui a la plus forte productivité, celui dont les travailleurs/ses sont les plus efficaces. Le pays est dans la fourchette basse du temps de travail hebdomadaire (aux alentours de 40h) et le marché du travail y est plus excluante qu'ailleurs. Deux raisons pour bosser vite et bien : on n'y prend que les meilleur-e-s et on ne les écrase pas tout à fait de travail. Mais les gains de productivité ne s'acquièrent pas dans la joie et la bonne humeur, ils sont le résultat d'une situation d'exploitation qui pousse à la performance aux dépens du bien-être. Le résultat également de l'automatisation de la production. Le travail dans l'industrie a vu sa productivité croître très rapidement, d'où la baisse de sa part chez les actifs/ves (3). Les services sont à la traîne, mais leur ont depuis longtemps embêté le pas. Bientôt des tâches plus prestigieuses seront concernées : enseignement, journa-

lisme (on assiste à la publication des premiers articles écrits par des machines).

Les gains de productivité ont presque toujours été une source de déqualification ou à tout le moins de dépossession (au sens de perte croissante d'autonomie), une source de frustrations et de souffrances. [...] Dans les services aussi, la réalisation de gains de production passe fréquemment par une dénaturation et une déshumanisation du travail : des tâches relevant initialement de la vocation personnelle sont formalisées, professionnalisées, bureaucratisées, afin de donner prise à l'évaluation comptable et à l'amélioration des « performances ». Tandis que dans l'agriculture, l'accroissement « miraculeux » de la productivité, notamment grâce au déversement aveugle et destructeur d'intrants chimiques, s'est accompagné d'une dévastation du monde rural et de sa des-humanisation au sens littéral puisque les campagnes ont proprement été vidées de leur substance humaine.

Matthieu Amiech et Julien Mattern, *Le Cauchemar de don Quichotte* (2004), La Lenteur, 2013.

FAUT-IL SE RÉJOUIR DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ ?

Ce processus ne nous pose-t-il pas d'autres questions que celles de la répartition des richesses qu'il produit ?

Augmenter la productivité grâce aux rapports d'exploitation et à l'automatisation poserait-elle uniquement la question de la survie matérielle des surnuméraires, relégué-e-s d'un marché de l'emploi trop étroit ?

C'est ce qu'expriment les propositions alter-écologiques pour régler le problème du chômage de masse en allouant différemment la rente à travers le revenu garanti.

Le bilan humain est pourtant très contrasté pour celles et ceux qui restent employables après ce progrès sans merci. Certains métiers sont moins pénibles grâce à la mécanisation mais d'autres

ont beaucoup perdu en qualité relationnelle (4). Pas de quoi s'enthousiasmer pour les « robots qui vont trimer à notre place » dans les discours des apologues du revenu garanti. Et notre remplacement par des machines ou des procédés gourmands en métaux, terres rares, eau et énergie est-il bien écologique ? On en doute, particulièrement quand on voit le tableau qu'offre l'agriculture d'aujourd'hui. La « fin du travail » dont on nous a rebattu les oreilles dans la deuxième partie des années 1990, c'est un peu comme la « révolution hydrogène » ou la « troisième révolution industrielle » (5) : on peut y voir le nec plus ultra de l'écologie politique ou au contraire sa défaite.

C'est sur l'idée que les gains de productivité étaient comme la météo, une donnée naturelle incontournable, que s'est entendu le peuple de gauche dans le débat sur les retraites en 2003 (6). Mais vivre dans des sociétés plus écologiques et décarboner notre économie, ça passe par la relocalisation de la production et l'intensification en travail humain (7). Pas par la disparition artificielle du travail.

Le monde contre lequel on gueule, avec son élevage concentrationnaire, son agriculture productiviste, le soin aux personnes vulnérables qui y devient inhumain... c'est le monde des gains de productivité et de

la « fin du travail ». On s'y nourrit de la poubelle industrielle, comme dans *L'An 01* de nouilles fabriquées à l'usine. Miam. Un monde que nous vivons comme « post-industriel » parce que, transférant une partie de la production (hier les usines, aujourd'hui les centres d'appel) sur les machines et vers d'autres pays, on croit n'avoir plus vraiment besoin de bosser.

Vivre dans des sociétés plus écologiques et décarboner notre économie, ça passe par la relocalisation de la production et l'intensification en travail humain. Pas par la disparition artificielle du travail.

*If you need a deck built, or your car fixed, the Chinese are of no help. Because they are in China. And in fact there are chronic labor shortages in both construction and auto repair. Matthew B. Crawford, *Shop Class as Soulcraft. An Inquiry into the Value of Work*, The Penguin Press, 2009.*

FIN DU TRAVAIL POUR QUI ?

Nos gentil-le-s alternos ne désespèrent pas non plus devant le constat que nous avons pour une part simplement déplacé le travail vers des pays avec lesquels nous entretenons des relations inéquitables : le revenu garanti pourrait être universel, problème résolu à peu de frais. L'idée est généreuse, mais semble légèrement inadaptée à un monde où les revenus moyens font le grand écart selon les pays : harmoniserait-on le revenu universel par en haut ou par en bas ? Si en Malaisie on vit décemment avec 250 euros, pourquoi recevrait-on quatre fois plus en France ? Sur la scène internationale on n'ose même plus parler de «développement» comme l'extension à neuf milliards d'êtres humains du mode de vie des pays riches. On ne se contente plus désormais que de parler d'«éradiquer la pauvreté».

Assis sur les gains de productivité et les délocalisations, le revenu garanti contribue plus à l'idée de «civilisation des loisirs».

S'il y a dans le projet anti-productiviste l'idée de baisser

non pas le temps de production mais bien la quantité de richesse produite, alors pour repenser collectivement ce que nous produisons et dans quelles conditions, il faudrait avant toute chose se remettre à les produire. Assis sur les gains de productivité et les délocalisations, le revenu garanti contribue plus à l'idée de «civilisation des loisirs», elle aussi issue des rêveries technophiles des «Trente Glorieuses», qu'à une société où les travailleuses et les travailleurs décident de ce qui doit être produit et à quel coût humain et écologique.

C'EST MON CHOIX

Bien loin de cette démocratie de producteurs/rices, le revenu garanti propose de faire de nous des consommateurs/rices – pardon, des consom'acteurs/rices engagé-e-s dans la vie de la cité... s'ils et elles veulent, puisque engagements et déagements correspondraient à leurs choix individuels. On suggère, pour jouir au mieux du revenu garanti, le séjour à l'année dans des régions du monde faciles à voyager, où il fait constamment chaud et dont les habitant-e-s se montreront particulièrement serviables, puisqu'ils et elles ne jouissent pas d'un revenu décent mais nous oui. Pas de condition, pas de jugement sur ce que chacun-e fera avec la somme allouée. Le néocolonialisme à la petite semaine de ce choix de vie

n'aura échappé à personne, mais le dispositif qui garantit le revenu de manière inconditionnelle ne permet pas de poser des standards collectifs. Comme dans ces affiches militantes où les bulles mettent en scène chacun-e s'interrogeant sur ce qu'il ou elle fera avec mille euros mensuels, le revenu garanti renvoie chacun-e à ses désirs et ses calculs, à sa volonté propre de travailler par-dessus pour gagner plus ou de se forger un destin singulier.

Le revenu garanti, un moyen d'alimenter ce que nos sociétés ont de mieux, le secteur associatif, les activités de care? Aujourd'hui les activités associatives figurent parmi les moins appréciées qu'on puisse mener sur son temps libre (8) et les activités de care sont mal partagées, assurées par les salariées, femmes vieillissantes ou migrantes, les plus mal traitées et considérées dans la hiérarchie de l'emploi, ou bien gratuitement dans le cadre qu'offre la domination masculine au sein des ménages. On peut toujours rêver que les hiérarchies formelles entre les tâches et les classes disparaissent par magie et que le revenu garanti assure en sus le retour de l'être aimé et le succès aux examens.

Mais sans condition et sans jugement, le revenu garanti nous renvoie chacun-e à notre bonne volonté – ou à une plus mauvaise – qui permettrait de jouir sans scrupule des services offerts par des personnes à l'égard desquelles

la garantie de la subsistance matérielle nous permettra de ne plus trimballer de mauvaise conscience (9).

(1) «Vivre chichement, le revenu d'autonomie par Chiche!» sur <http://ecologie-politique.eu>.

(2) Lire le portrait de «Jean Fourastié, apôtre de la productivité : dire et administrer le progrès» par Régis Boulat dans *Une autre histoire des «Trente Glorieuses»*, La Découverte, 2013.

(3) Ce qui nous permet de parler sans pouffer de société «post-industrielle». Lire à ce sujet «We do not live in a post-industrial age», in Ha-Joon Chang, *23 Things They Don't Tell You about Capitalism*, Penguin, 2010.

(4) A noter, que les travaux qui impliquaient de porter de lourdes charges ont quasiment disparu (docker) dans le même temps qu'ils sont devenus moins pénibles (construction). Mais les mauvaises postures ou les gestes répétés continuent à casser le dos ou à provoquer des troubles musculo-squelettiques, y compris dans les services.

(5) Jeremy Rifkin est l'auteur de ces prophéties dont la substance s'est matérialisée dans des best-sellers portant ces titres.

(6) On produira autant ou plus avec moins de monde, grâce à ces gains de productivité la diminution de la population active n'est donc pas un problème qui doit être résolu par l'allongement de la durée de

cotisation. On trouvera une critique de ce présupposé et de ses conséquences pour la pensée de gauche productiviste dans *Le Cauchemar de don Quichotte*, Julien Mattern et Matthieu Amiech (2004), La Lenteur, 2013.

(7) Les activités les plus «douces» et écologiques sont aussi celles qui nécessitent le plus de travail et sont peu productives et compétitives : réparation, soin aux personnes, agriculture bio, etc.

(8) Enquête Emploi du temps de l'Insee, commentée dans «De quoi le temps libre est-il le nom?», Jean-Yves Boulin, 12 juillet 2012. http://www.metiseurope.eu/de-quoi-le-temps-libre-est-il-le-nom_fr_70_art_29443.html

(9) Ayant travaillé 700 puis 1000 heures annuelles gratuitement pendant six ans pour deux associations délivrant des gratifications symboliques élevées à des intellos de sexe masculin sans condition de participation, j'ai bien observé que la rotation des tâches n'était plus un idéal démocratique et que la solidarité y était un vain mot à partir du moment où la CAF pourvoyait aux nécessités les plus urgentes. Le monde associatif anti-capitaliste donne beaucoup de leçons mais de plus tristes exemples.

DEUXIÈME TEMPS

L'exigence de solidarité universelle ne peut guère donner lieu à d'autres actes qu'à celui, pour l'individu, de se défausser de ses responsabilités au profit d'institutions (l'État, les ONG, etc.) censées s'en charger à sa place. Si l'on veut que les individus cultivent eux-mêmes la solidarité, ce sera forcément dans le champ limité des gens avec lesquels ils sont en rapport.

Aurélien Berlan, *La Fabrique des derniers hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, La Découverte, 2012.

ÉTAT SOCIAL ET AUTO-ORGANISATION POPULAIRE

Les premiers dispositifs de protection sociale ont été inventés et gérés par les travailleurs/ses à fin d'assurance individuelle et pour entretenir leur capacité d'action collective – on fait mieux grève avec une caisse alimentée pendant des années à cet effet et qui permet de tenir lors d'un conflit. A l'issue de la seconde guerre mondiale, cette solidarité devient nationale et étatique. Sans les caisses de grève, étrangement, mais avec protection maladie, chômage, retraite. Ces mesures correspondent à des

calculs qui vont au-delà de la volonté d'assurer un mieux-vivre matériel aux classes laborieuses. Les tirer vers la petite bourgeoisie a également des bénéfices politiques comme leur allégeance au consensus productiviste qui l'emporte pendant les « Trente Glorieuses ». Le parti communiste ne gardera pendant quelques décennies qu'une capacité de nuisance, sans pouvoir (ou vouloir, qui sait ?) rester la menace qu'il fut dans les années 1940. On s'insurge quand on a le ventre vide, pas après un bon repas.

C'est notre ventre qui célèbre ces acquis de 1945 dont la création sonne aussi le glas de l'auto-organisation populaire.

Les structures paritaires incluront au fil du temps le patronat et maintenant on ne peut pas affirmer que les syndicats de travailleurs/ses aient une voix qui y prédomine. Une histoire de dépossession, mais confortable.

Aujourd'hui le revenu garanti se présente comme une allocation accordée par la générosité de l'État. Au mieux imagine-t-on qu'il soit géré dans ces mêmes

structures paritaires où la voix des travailleurs/ses se fait à peine entendre. Le revenu garanti, pour appréciable (parfois vital) qu'il soit à titre individuel, contribue à faire de l'État l'arbitre des conflits sociaux. Comment peut-on défendre le revenu garanti tout en étant anarchiste? C'est pourtant l'allégeance politique exprimée par des personnes qui y voient la réforme ultime, la «réforme révolutionnaire» qui mettra à mal le productivisme et les inégalités socio-économiques, offrira pourquoi pas le dépérissement de l'État – on y croit. Main gauche, main droite, ces «anarchistes»-là (10) hésitent à refuser le confort de la première, voire le demandent ou l'exigent. Ces deux mains appartiennent pourtant au même corps, garant d'un ordre social injuste et qui a pour volonté première d'assurer sa reproduction. Il n'y a pas de honte à ne pas être anarchiste mais être anarchiste, c'est souhaiter le dépérissement de l'État, pas la réforme d'une telle machine (11) en une institution où «l'humain» primerait.

FAIRE CIRCULER LES RICHESSES POUR CRÉER DES COMMUNAUTÉS POLITIQUES

C'est une idée assez angoissante que de s'en remettre à des solidarités qui n'existent pas encore, à des fonctionnements à réinventer. Mais on tâtonne quand on met en commun des revenus individuels ailleurs que sur le compte joint d'un couple. On tâtonne quand on laisse l'État battre monnaie de son côté et qu'on crée un système monétaire parallèle. On tâtonne quand des éleveurs rétifs au puçage mettent leur milieu au défi de compenser le manque à gagner de primes refusées (12). On ne tâtonne jamais mieux, me semble-t-il, qu'en faisant circuler des richesses sur un marché qu'on invente. Il existe d'autres angles que l'économie pour cette reprise en main populaire : au Kosovo la majorité albanaise ne s'est pas affrontée directement au pouvoir serbe, elle a entretenu des années durant un système d'institutions parallèles, en premier lieu l'école. On peut rêver d'insurrections, mais rendre inutile l'État, ridicule l'offre des bénéfiques de sa main gauche, permet d'imaginer un monde où il n'existe pas – et de le construire avec plus de monde que les faibles

troupes aujourd'hui prêtes à en découdre physiquement.

Et où en sommes-nous de la circulation de richesse? Pour animer, sans beaucoup de succès à cet égard, une initiative qui repose sur cette circulation et pour avoir vu bien plus de richesses circuler autour d'initiatives militantes dans un pays aux tendances anti-étatistes comme les États-Unis, je me désole que nous ne soyons pas plus disposé-e-s à prendre au sérieux la question ni opérationnelle-s pour inventer au quotidien un autre monde. Les marges de manœuvre existent (surtout dans la petite bourgeoisie qui ne se définit que par cette *liberté limitée*) pour aider un projet après l'autre, en espérant un jour tisser des liens assez forts pour nous permettre de ne pas dépendre de l'État.

DE MEILLEURES ALLOCS POUR PLUS D'ÉTAT?

Hélas, ce qu'on nous propose avec le revenu garanti, c'est l'individualisation des destins et des choix de vie, aucune circulation de richesses qui ne soit pas du haut vers le bas pour un pouvoir d'achat accru. C'est le principal reproche que j'adressais aux personnes qui promeuvent la dotation inconditionnelle d'autonomie (13), une des formes de ce revenu garanti qui a ceci d'intéressant qu'elle met moins l'accent sur un revenu monétaire que sur l'accès à des

biens et à des services nécessaires. De consommation, il est beaucoup question dans leur ouvrage, mais de production beaucoup moins... Au fond du projet il y a l'idée d'une définition des composantes de la dotation : tant de carburant, tant d'eau et d'électricité, un logement de tant de mètres carrés, etc.). La mesure s'accompagne d'un contrôle social accru sur les modes de vie, mais rassurez-vous, la définition de ce à quoi chacun-e a droit est démocratique, décidée en assemblée ou en conférence de consensus. Voilà qui nous rassure : l'État aura son mot à dire sur nos factures d'électricité, mais l'État ce sera un peu nous... quelque part. Et pas question de changement d'échelle, il n'y a que les conditions climatiques différentes à Lille et à Perpignan qui justifient quelques aménagements régionaux à la dotation nationale.

Administrer le désastre, distribuer l'argent de poche, infantiliser les plus vulnérables au lieu de les inclure dans les collectifs qu'on compte tisser résonnent bien avec ce militantisme dont je fais sur mon blog le portrait à charge depuis deux ans. C'est ainsi que dans un pseudo-squat catalan trois anarchistes auto-proclamé-e-s avec la crête qui va bien démontent la dernière de mes objections à la distribution par l'État d'une allocation individualisée. Cette allocation ne crée aucun lien, elle met les exclu-e-s du monde du travail à l'abri du besoin matériel

mais pas de la solitude et de l'ennui? «On trouvera de quoi les occuper.» Ce monde où des mères patronnesses un peu punk feraient l'aumône d'un substitut d'activité aux personnes pauvres et vulnérables me fait froid dans le dos (14). Je crois qu'on n'a pas la même définition de l'anarchie.

Hélas, ce qu'on nous propose avec le revenu garanti, c'est l'individualisation des destins et des choix de vie.

(10) Y compris des élu-e-s ou candidat-e-s, comme si l'anarchisme était devenu un concept mou renvoyant à une certaine coolitude politique.

(11) Jacques Ellul en désespérait déjà après-guerre et démissionna de son poste d'adjoint au maire de Bordeaux en constatant que son pouvoir politique était une «illusion» face à l'administration et à l'organisation de la machine municipale. Imaginons ce qu'il peut en être 70 ans plus tard sur un territoire autrement plus grand.

(12) Les prix agricoles prenant acte de la distribution de primes et n'ayant cessé de baisser, sans prime il semble impossible de faire avec les prix du marché, il faudra donc en inventer d'autres. Les éleveurs/ses et les personnes concernées tentent de relever ce défi du prix au sein du collectif Faut pas pucer (Le Batz, 81140 St Michel de Vax).

(13) Passons sur les interprétations du mot «autonomie» quand il signifie indépendant-e du marché du travail mais dépendant-e d'une allocation distribuée au gré de l'État. Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*, éditions Utopia, 2013.

(14) Parce que je me reconnais plus dans les secondes. Bénévole 40h/semaine, je devais saluer la magnanimité des collègues à 40 min/semaine qui m'offraient ce boulot gratuit sur lequel ils avaient droit de regard démocratique : «Il me semblait que c'était important pour toi de t'investir dans un projet sérieux».

TROISIÈME TEMPS

J'ai rendu compte il y a quelques mois d'un ouvrage modeste mais passionnant, sur les Semai des hautes terres malaisiennes et leur confrontation à la dégradation de leur environnement ainsi qu'à l'emprise croissante du salariat, le tout au regard du genre (15). Le salariat chez les Semai est (pour l'instant ?) une prérogative masculine dont on peut observer qu'elle a dégradé les rapports femmes-hommes plus égalitaires qui avaient cours quand ce peuple vivait de chasse, cueillette et agriculture, dans une répartition du travail peu genrée. Aujourd'hui les hommes rentrent du travail fatigués. Les femmes, elles, n'ont pas gagné d'argent, autant dire qu'elles n'ont rien foutu et sont dans l'obligation de leur fournir des services domestiques. Les garçons s'y mettent et anticipent le moment où ils rentreront fourbus du boulot, en se dégageant eux aussi de toute obligation.

EMPLOI, INÉGALITÉS DE GENRE... ET REVENU GARANTI?

Ce sont les mêmes logiques que je vois à l'œuvre dans notre jungle à nous. En milieu militant, où nous sommes en théorie tou-te-s égaux/ales mais où le temps de chacun-e n'a pas la même valeur, le travail rémunéré peut justifier des

investissements très inéquitables, sans rien remettre en question des aspects démocratiques d'un projet collectif, sans rien produire comme reconnaissance du boulot bénévole accompli par les personnes rendues disponibles par le chômage. A la maison, la même logique d'exploitation s'accomplit chez les couples hétéros : le surtravail des uns justifie la mise à disposition domestique des autres. Les femmes sont rémunérées en moyenne pour dix heures de travail de moins que les hommes, mais elles travaillent 17h de plus à la maison. Toutes activités confondues, leur semaine de boulot est donc plus longue de sept heures. Mais toujours le travail rémunéré, souvent le salariat, justifie ces logiques d'exploitation. Il est moins flexible que le travail des bénévoles. Il se rétribue en argent, un bien tangible et doté de prestige.

Le travail rémunéré impose donc son agenda aux dépens du travail qui ne l'est pas.

Ou comme le disait ce cadre sup' en réunion associative : « J'ai des réunions toute la semaine, le dimanche je viens ici pour rigoler ». Prière de s'écraser devant le mâle en gagnant de fric.

S'ATTAQUER AUX NUISANCES DU TRAVAIL RÉMUNÉRÉ

Il nous faudrait donc, dans une perspective politique égalitaire, nous attaquer au travail rémunéré pour en limiter les nuisances. Réduire la durée du travail pour toutes (et tous!) me semble à cet égard une piste plus intéressante que le revenu garanti qui individualise la relation à l'emploi. Certes le revenu garanti permet sur le papier à chacun-e de laisser tomber son boulot ou d'y imposer des horaires de travail qui permettent de mener une vie plus agréable et de se mettre à la disposition des autres (famille, voisinage, monde associatif) pour augmenter le bien-être général. Sur le papier, parce qu'en vrai les Français-es conchient le monde associatif (16). Sur le papier, parce que qui donc va abandonner tout ou partie des gratifications monétaires ou symboliques que lui offre son emploi : celui ou celle qui en chie au boulot contre trois sous ou bien celui ou celle qui en tire non seulement une position sociale prestigieuse mais aussi une autorisation à ne rien donner à son entourage, poser les pieds sous la table et faire des blagues en réunion alors qu'on essaie d'avancer dans l'ordre du jour ?

Je voudrais faire apparaître ici les violences de classe qui sont à l'œuvre dans certaines critiques du travail. J'ai acheté à sa publication en poche un recueil d'articles de Jacques Ellul :

Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?

Et puis je me suis dit qu'un prof de fac n'avait pas à faire la leçon sur le sujet à une chômeuse de très longue durée sans domicile fixe. D'autant moins quand le dit prof est capable de publier un texte dans lequel il se met en scène en femme et explique quelle joie est la sienne au retour de son mari à se mettre à genoux jour après jour pour glisser ses pieds dans de confortables pantoufles (c'est dans *Exégèse des nouveaux lieux communs* mais je tire l'exemple des pantoufles de représentations qui datent de la même époque, celle de Boule et Bill). Il est évident que les bons petits plats ne seront plus au menu si madame travaille.

**Quelle critique
du travail peut-
on décerner
quand non
seulement on en tire
personnellement
des bénéfices qu'on
n'abandonnera pas,
mais quand ces
bénéfices sont plus
nombreux si les autres
ne travaillent pas?**

Je note la surprenante convergence entre revenu garanti et salaire maternel, le second étant une mesure d'extrême droite explicitement réservée aux femmes qui se reproduisent pour le bénéfice de la nation, le premier s'adressant à tou-te-s mais offrant des possibilités d'auto-exclusion d'un marché qui ne les reprendra jamais (seules les entreprises du nettoyage sont avides de ces profils) en premier lieu aux femmes chargées de famille qui s'en saisiront. Et la fiscalité par ménage avantageuse aux hommes en couple paiera la note de ces services bénévoles avec les contributions des célibataires (17)... Le revenu garanti, s'il peut soulager les femmes et les enfants qui sont de fait plus nombreux/ses parmi les pauvres, n'est pas une mesure anti-patriarcale en ce qu'il encourage le *statu quo*

de la répartition des tâches et la relégation des femmes. Ce n'est pas une mesure féministe.

MÉPRIS DE CLASSE ET CRITIQUE DU TRAVAIL... DE L'AUTRE

Je lis dans les critiques du travail aliénant, mécanique, répétitif, la même violence de classe. Certes la petite bourgeoisie militante, qui fait l'objet de mes observations, n'est pas satisfaite de son travail qui se dégrade comme partout ailleurs, du travail social à l'enseignement et l'action culturelle, dans le monde associatif ou le service public. Mais sa critique anti-productiviste du travail n'a pas les mêmes teintes quand il s'agit d'un boulot d'institut pour des enfants Rroms ou de chargé-e de communication dans une asso environnementale et d'un boulot dans un abattoir de volailles ou une boîte qui fabrique des portails. C'est ce dernier type d'emploi, peu épanouissant peut-on penser, qu'a assuré en intérim un jeune homme de mon entourage, technicien du spectacle qui n'a jamais souhaité entrer dans le régime de l'intermittence (18). A ma question (teintée de commisération pour le malheureux, qui en outre n'ouvre jamais un bouquin) sur ce mode de vie, il me répond que ses copains bossent toute la semaine et que ça lui permet de ne pas s'emmerder.

J'espère qu'aujourd'hui c'est lui qui me regarde de haut, avec mon bac +5 et mes aspirations bien déçues à mener bénévolement des actions collectives en milieu militant petit-bourgeois. Et j'en retiens que nous (les militant-e-s je-sais-tout) méconnaissions bien les valeurs qui ont cours en milieu populaire. Qui sommes-nous pour décider de quels boulots sont aliénants? Au nom de quoi nous permettons-nous de critiquer le travail sur des valeurs que nous imposons à d'autres classes sociales, particulièrement quand ce n'est que de leur travail qu'il est question et que nous ne pensons pas désertier le nôtre, loin de là? (Comme si les boulots les plus intéressants n'étaient pas pris dans le même système économique aliénant.) Je suggère un peu de retenue quand on utilise le vécu fantasmé d'autres que soi, vécu dont on tirera les conséquences qui nous agréent, pour justifier ses prises de position politiques. On ne dit pas à la pauvre : «SDF, c'est sympa, tu voyages» quand on est ingénieur et qu'on va retrouver sans déplaisir son petit chez-soi.

Le régime de l'intermittence est vital pour le spectacle vivant, en ce qu'il permet de considérer comme du travail les moments de création, les démarches à accomplir pour produire un spectacle ou l'investissement en temps nécessaire pour faire connaître son travail et prendre connaissance de celui des autres. Ce modèle devrait être étendu à d'autres types

d'activité plutôt que menacé. Mais il est mis en avant dans les discours de militant-e-s doté-e-s d'un capital social et culturel certain, parfois des créateurs/rices qui s'épanouissent dans l'indépendance, comme s'il correspondait à la manière de travailler ou au mode de vie de chacun-e (création artistique ou intellectuelle, alternance entre moments de production et de ressourcement, etc.) et sans noter de différence quand cette liberté s'inscrit dans un cadre collectif ou quand on est purement et simplement laissé-e à soi-même. Sans noter non plus que si certain-e-s croulent sous les sollicitations et ont besoin de plus de temps libre, d'autres au contraire ont besoin de plus de temps contraint.

Certain-e-s croulent sous les sollicitations et ont besoin de plus de temps libre, d'autres au contraire ont besoin de plus de temps contraint.

Ces dernier-e-s sont justement plus vulnérables et le revenu garanti ne répond justement pas à ce besoin. Si une vie bonne concilie *otium* et *negotium*, temps libre et travail, alors c'est aussi bien du temps libre qu'il faut aux personnes débordées que du travail à ceux et celles qui n'en ont pas. C'en est parfois humiliant d'entendre rappeler tout ce qu'on pourrait faire pour profiter

de son temps libre quand on est une chômeuse ou une mère au foyer qui a toujours attendu le dernier jour pour s'atteler à ses dissertations de lycée, qui a besoin de contrainte pour avancer et d'un cadre collectif pour se motiver. Ce cadre existe peut-être hors du travail rémunéré (dans certaines assos de chômeurs/ses ou dans des squats) mais il est rare et face aux plaintes des médiocres qui comme moi en ont besoin mais ne le trouvent pas, il me semble finalement aussi bête que violent de blâmer les personnes plutôt que les structures avec lesquelles elles font. Si dans cette société le travail rémunéré offre plus de reconnaissance que l'action collective, c'est un problème gravissime qui ne peut pas être résolu en gueulant plus fort contre le travail (19).

(15) Colin Nicholas, Tjah Yok Chopil et Tiah Sabak, *Orang Asli Women and the Forest. The Impact of Resource Depletion on Gender Relations among the Semai*, Center for Orang Asli Concerns, Subang Jaya, 2010. Chroniqué sur <http://ecologie-politique.eu>.

(16) D'où la relative absence de passerelles entre travail bénévole associatif et travail rémunéré ?

(17) Les cotisations sociales des personnes qui ont choisi de continuer à travailler servent à financer le revenu garanti. Si on continue à imposer plus les célibataires que les hommes ayant une femme « à charge » (prière de ne pas s'esclaffer), alors les célibataires payent la note plus durement que les hommes qui bénéficient de services

affectifs, sexuels, reproductifs et domestiques gratuits dans le cadre du couple hétéronormé. Lire au sujet du travail gratuit des femmes les pistes ouvertes par Christine Delphy, revenu garanti compris, dans « Le "travail ménager", son "partage inégal" et comment le combattre », [lmsi.net](http://lmsi.net/Le-travail-menager-son-partage). <http://lmsi.net/Le-travail-menager-son-partage>.

(18) Ayant grandi dans le même canton rural mais ayant en tête plein de préjugés sur la disparition de l'industrie et des ouvrier-e-s, je m'étonne à le voir enchaîner les contrats du nombre d'entreprises qui y sont présentes. Bienvenue dans la vraie vie.

(19) Et encore moins en accablant les personnes qui tentent de dépasser cette critique un peu simplette. Au XXe siècle, pendant que mes critiques lisaient Harry Potter ou militaient à la LCR, je contribuais à une campagne « Revenu d'autonomie pour tou-te-s » et éditais une brochure critique du travail qui m'a valu d'être protégée du travail rémunéré par un entourage friand de l'idéalisme qu'il projetait sur moi. Qu'ils gardent leurs explications sur le revenu garanti, j'ai très bien compris la première fois.

QUATRIÈME TEMPS

On revient au constat bien connu, à adresser cette fois aux activistes du revenu garanti : examinez d'abord tous les avantages qu'à l'image des hommes Semai vous tirez du travail rémunéré, ça vous aidera à en proposer une critique plus sérieuse.

UNE CRITIQUE À SENS UNIQUE DU TRAVAIL

Car le travail offre de nombreuses gratifications. Pas seulement économiques mais aussi sociales : lien, reconnaissance passent par le travail rémunéré plus sûrement que par le bénévolat qui à créer peu d'« obligations » fonctionne sur des engagements faibles (20). Pour peu que l'on creuse, on trouvera aussi qu'il est un moyen pour s'accomplir humainement. Voilà qui tranche avec la doxa apprise dans les groupes anti-capitalistes : « Le travail, c'est l'exploitation ». Et les personnes au chômage n'ont besoin que de sous. Dit-on comme si, à vivre dans la misère, on avait perdu les caractéristiques qui font l'humanité des autres, des repue-s... le fait d'être un animal social. Le fait d'être un animal tout court et pas une plante verte : enfant, j'étais saisie d'angoisse à la vue d'animaux en cage. Comment occupent-ils leur vie ? Le hamster fait des tours dans sa roue, descend et remonte des tunnels,

grimpe aux barreaux. Il n'a pas à échapper à des prédateurs ni à chercher sa pitance, il est « libre de mener des activités autonomes et épanouissantes ». Un peu comme une personne dont le revenu serait assuré. (Voilà un autre regard sur le slogan antiproductiviste des années 2007, « Travailler plus pour travailler plus » : le hamster tourne en rond *précisément* parce qu'il n'a rien à faire.)

HOMO FABER N'AIME PLUS LE YAOURT

Qu'est-ce qui fait que ce groupe de musiciens, trouvant à Berlin des conditions de vie fabuleuses (drogues bon marché, scène musicale passionnante et vie peu chère n'obligeant pas bien violemment des Australiens à gagner leur croûte) se trouve devant l'obligation d'abandonner ce jardin d'Éden (21) ? Parce que les conditions matérielles trop faciles n'ont pas stimulé la créativité de ces artistes. C'est sans doute moins de vieux scrupules bourgeois que l'impression de ne pas être musicien si l'on ne joue pas de la musique qui sonne l'échec de cette expérience, qui est aussi la mienne – avec moins de drogues.

Le travail n'est certainement pas que la soumission à un rapport d'exploitation économique. C'est aussi l'occasion d'apprendre, d'être investi-e, de se sentir capable ou de le devenir.

Je sors de dix ans de chômage et de milliers d'heures de bénévolat qui me valent aujourd'hui de recevoir des bouquins dont les auteur-e-s font en dédicace la louange de mon engagement écologiste. J'apprécie le geste autant que j'ai détesté être une militante écolo : tenter de faire œuvre commune sur le temps de loisirs de la petite bourgeoisie conscientisée n'a pas été épanouissant humainement. Soit les tâches étaient trop simples pour y déployer les ressources qui sont celles d'un métier et en-dehors de la réunion hebdomadaire en soirée les chômeus et les cotoreps passaient des apremis au QG à raconter pour la trentième fois l'histoire du yaourt qui fait 10 000 km avant d'arriver au supermarché (22), soit mes comparses me laissaient trimer à leur place pour se consacrer à leurs activités productives et reproductives. « Pas le temps », disaient-ils, parce que c'est plus élégant que d'avouer que l'on arbitre en faveur d'activités qui

offrent des gratifications bien plus individualisées.

Je me souviens, du temps que j'avais accompli ma formation en narratologie yaourtière, d'avoir vu mes ami-e-s d'avant parler boulot et, sans trouver leur domaine de compétence plus excitant que ça, compris que j'avais perdu beaucoup de la culture acquise à l'université sans en acquérir une autre que je jugerais aussi précieuse (et il ne s'agissait pas des prix du marché, j'ai fait des études de lettres). Je me délitais parce que le monde associatif écolo-alternatif bénévole, étant de fait centré sur le temps de loisirs de personnes salariées et leur besoin de « décompresser » en l'absence de toute contrainte, n'offre pas le dixième des exigences du milieu professionnel. Aussi grandioses soyez-vous, 3 % de vous-mêmes ne constitue pas une compagnie stimulante. Pourtant c'est à ces 3 % que les initiatives collectives persistent souvent à coller, nous empêchant, nous les précaires et les chômeus qui y trouvons parfois notre vocation, de passer à la vitesse supérieure, de nous épanouir. Aussi devons-nous nous couper un bras pour sauvegarder l'intégrité de votre espace de loisir, pour ne pas le laisser envahir par les échanges marchands ni par la reconnaissance de notre métier. Le travail rémunéré, c'est mal, mais l'exploitation de notre travail et de notre métier pour votre divertissement, c'est quoi ?

Les études qui dépassent la vue du pif militant et qui s'inquiètent de ce que nous fait le travail notent son caractère ambigu : il peut détruire aussi bien que construire. Quand il est bête et répétitif, il abêtit et fait mal au corps comme au mental, il nous transforme en « animal laborans » selon le mot d'Hannah Arendt. Quand il est stimulant, il est l'occasion de s'accomplir en « homo faber » plein de ressources et capable de créer. Garder quelqu'un au chômage et le/la protéger du travail salarié, voilà qui pourrait sembler un cadeau : au moins ce n'est pas nocif. Mais le temps et la faible qualité des relations dans une société individualiste font le reste. Voilà la raison pour laquelle même les personnes les plus maltraitées par le travail en gardent une image positive (23).

UN SOLUTIONNISME ÉCOLO-ALTERNATIF

C'est pour toutes ces raisons que je refuse de voir la question du travail réglée par la possibilité de désertions individuelles : nous devons lutter pour créer du collectif, pour produire et vivre autrement.

Avec le revenu garanti, pas de jugement sur les choix de chacun-e ? Il n'y aura donc pas de reconnaissance, plus rien qui circule entre nous (24).

Réduire l'emprise du travail sur le temps de vie, assurer les allers-

retours entre temps libre et temps travaillé, renverser le rapport de force trop favorable aux employeurs, ne pas permettre que les métiers soient remis en cause au nom d'une vision comptable et individualisée des compétences, refuser la dégradation des conditions de travail qui nous abêtissent, nous séparent et nous rendent malheureux/ses de ne pas livrer des œuvres de qualité, combattre l'exploitation et la possibilité de tirer profit du travail d'autrui, voilà toute une série d'enjeux aussi importants que le seul auquel réponde vraiment le revenu garanti : la continuité d'un revenu décent pour chacun-e.

Avec le revenu garanti, pas de jugement sur les choix de chacun-e ? Il n'y aura donc pas de reconnaissance, plus rien qui circule entre nous.

Je ne nie pas ce besoin, d'autant moins que je profite du filet de sécurité de la CAF. Mais je m'inquiète du fait que la revendication du revenu garanti comme mesure unique radicale et qui résoudra en cascade tous les problèmes liés au travail (et pourquoi pas renversera le capitalisme, tant qu'on y est) nous prive d'autres réformes pour tenter de vivre un

peu moins mal avec : RTT et temps de travail maximal, démocratie économique, exclusion du patronat des structures paritaires, droit universel à la formation, liberté autre que formelle de bénéficier de temps partiels et de congés de paternité, imposition des revenus du travail et du capital plus favorable au premier, revenu maximal, etc. Sans compter des résolutions plus radicales contre l'exploitation et le profit. L'approche mono-outil, qui se prive d'un éventail de propositions plus systémiques, est d'autant moins à l'abri de phénomènes de contre-productivité. Les écolos le savent :

**la monoculture rend
vulnérable et les
systèmes résilients
cultivent plutôt la
diversité. Le social
n'est-il pas aussi un
écosystème, à manier
avec plus de
précaution ?**

Partageant ma crainte que le revenu garanti contribue à exclure du marché du travail les personnes les plus vulnérables et les femmes, j'ai fait le constat avec les réponses qui m'ont été faites d'un refus de penser, de mettre en danger la certitude d'avoir trouvé la panacée. Je sais que ce sujet

suscite de grandes passions, des espoirs démesurés, au point qu'il est difficile d'accueillir la critique. Mais la réflexion politique n'a pas vocation à nous reconforter... Chacune de mes interventions sur le sujet (25) ayant ouvert la porte à des réactions auxquels je n'ai pas trouvé d'autre intérêt que de conforter mon féminisme, j'ai jugé bon de fermer les commentaires de mon blog pour m'éviter la peine de lire des hommes très assertifs, refusant de tenir compte de mon expérience et de ma réflexion et récitant leur leçon.

PUISQUE C'EST ICI QUE NOS CHEMINS SE SÉPARENT

Du silence gêné de cette auteure dont j'admire la finesse et la force des indignations aux cris provoqués par la perte de leur doudou chez des militants mâles petits bourgeois amateurs de simplicité plus ou moins volontaire, le dialogue n'a jamais eu lieu (j'ai dû décliner une invitation très tentante et aimablement formulée car je m'inquiétais de la violence des réactions que mon propos suscitait). L'imagination n'est pas le rêve. Aujourd'hui, la perspective de continuer à moisir dans un milieu qui ne sait entendre ni les cris du réel, ni les miens, et qui ne sert qu'à payer à la petite bourgeoisie une tranche de rêve gratos dans un monde de merde m'est insupportable. L'engouement

pour le revenu garanti en régime patriarcal et dans un monde industriel me désole. Nous n'avons pas les mêmes inquiétudes.

(20) «La Cause ne dit pas merci», <http://ecologie-politique.eu>.

(21) «In Berlin, you never have to stop», Robert F. Coleman, *New York Times*, 23 novembre 2012.

(22) Une étude de Stefanie Böge à l'université de Wuppertal. «The Well-Travelled Yogourt Pot», <http://www.eco-logica.co.uk/pdf/wtpp01.1.pdf> et «Erfassung und Bewertung von Transportvorgängen: Die produktbezogene Transportkettenanalyse». <http://www.stefanie-boege.de/texte/joghurt.pdf>

(23) Les trois quarts des personnes interrogées dans des enquêtes états-uniennes (une société pourtant moins individualiste que la nôtre et où les standards bénévoles se rapprochent plus de standards professionnels) estiment qu'elles travailleraient même si aucune raison matérielle ne l'exigeait. Et cela quand bien mêmes elles éprouvent une profonde insatisfaction à l'égard de leur emploi. Seuls un âge avancé ou le fait d'avoir des enfants à charge (pour les femmes, cela va de soi) sont capables d'infléchir de quelques minuscules points la tendance. Une enquête initiée par Nancy Morse et Robert S. Weiss à l'université du Michigan, publiée en 1955 et souvent répliquée dans les décennies suivantes par d'autres équipes. A.R. Gini et T. Sullivan, «Work: The Process and the Person», *Journal of Business Ethics*, 6, 1987.

(24) Je remercie pour cette idée Irène Pereira, auteure de «Revenu garanti : vers le travail invisible» dans le n°7 de *L'An 02*, «Altercapitalisme».

(25) [http://ecologie-politique/tag/Revenu garanti](http://ecologie-politique/tag/Revenu%20garanti).

Aux ami-e-s désœuvré-e-s qui m'ont
encouragée à montrer le côté obscur du
temps libre.

2E ÉDITION - DÉCEMBRE 2015

Texte : Aude Vidal

<http://blog.ecologie-politique.eu/>

Mise en page : Violette van Hoenacker